

## **Webinaire de présentation :** **Renforcer la contribution francophone aux opérations de paix**

15 janvier 2025

À 15h (heure de Bruxelles – UTC+1)

À 9 h (heure de New York)

Durée : 1h30 environ

*Dans le cadre de la publication du document de synthèse intitulé « Renforcer la contribution francophone aux opérations de paix – Pistes de réflexion pour une approche coopérative et mutualisée » réalisé par Solène Jomier, [l'Observatoire Boutros-Ghali](#) et la Direction Générale des Relations Internationales et Stratégiques (DGRIS) du Ministère des Armées français ont le plaisir de vous convier au webinaire de présentation de ce travail. L'intervention de l'autrice sera suivie d'un temps de réflexion et d'échange autour de la francophonie et du maintien de la paix.*

Selon les chiffres du Réseau d'expertise et de formation francophone aux opérations de paix (REFFOP), 24 pays contributeurs de troupe et de police (PCTP) francophones fournissaient en 2025 environ 23,35% du personnel en uniforme déployé à travers le monde au sein des missions de paix. Mais en 2026, un contexte politique et sécuritaire incertain complique leur projection dans le système de contribution au maintien de la paix de l'ONU. Cette dernière fait face à une crise financière majeure, limite le nombre de troupes déployées et veut réformer en profondeur son mécanisme de paix et de sécurité. À ces incertitudes institutionnelles s'ajoutent des obstacles structurels – administratifs, politiques, et opérationnels –, qui freinent de longue date la capacité des PCTP francophones à participer au système de maintien de la paix des Nations unies, notamment le manque de ressources et de formations adaptées en français. Pour surmonter ces défis, ces pays doivent pouvoir participer activement aux processus politiques et administratifs de l'ONU, faire entendre leurs besoins et s'approprier les changements en cours.

L'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix travaille depuis 2017 à développer un réseau francophone permettant d'alimenter l'analyse et le débat entre les acteurs et les experts des opérations de paix onusiennes, entre autre afin d'améliorer l'appropriation du maintien de la paix par les Etats membres francophones. Dans ce contexte d'importants changements en cours ou annoncés, il est utile de revenir sur les enseignements que l'Observatoire a relevés ces dernières années, et qui peuvent permettre une meilleure réponse à ces nouveaux enjeux de réadaptation parmi les acteurs francophones.

Le document de synthèse « *Renforcer la contribution francophone aux opérations de paix - Pistes de réflexion pour une approche coopérative et mutualisée* » propose 10 volets de recommandations visant à faciliter une participation pleine et entière des francophones et prenant en compte les nouveaux défis du maintien de la paix. Il s'agit d'une part de renforcer la capacité opérationnelle des pays contributeurs de troupe et de police (PCTP) francophones à participer au système des Casques bleus, à travers notamment la consolidation de la préparation et de la mise en condition opérationnelle pré-déploiement. D'autre part, il s'agit de

proposer des pistes de réflexion pour renforcer la mise en réseau des acteurs diplomatiques et politiques francophones, notamment à New York, afin de faciliter un socle commun de travail et définir des objectifs collectifs là où cela peut être utile.

Le webinaire du 16 janvier verra la présentation par Mme Solène Jomier de son étude et de ses principales conclusions. Cette séquence bénéficiera ensuite de la contribution de deux intervenants spécialistes de ces enjeux : Son excellence Michel Xavier Biang, Ambassadeur de l'OIF auprès des Nations unies, et Herbert Loret, Chef d'équipe au sein du Mécanisme de coordination souple (LCM). S'ensuivra une cession de questions/réponses avec l'audience.

Questions directrices proposées :

- Quels sont les principaux obstacles à la pleine participation francophone au maintien de la paix ?
- Quels outils sont à la disposition des Etats membres francophones pour s'adapter aux nouveaux besoins de l'ONU en matière de maintien de la paix ?
- Quelles opportunités de collaboration peuvent-être renforcées pour accroître l'incidence des PCTP Francophones dans les processus décisionnels en matière de paix et de sécurité ?

Le Webinaire sera accessible à tous, sur inscription. Il sera également diffusé en direct sur notre page *Youtube*. Les participants inscrits pourront poser leurs questions par écrit aux intervenants qui y répondront en direct.

## ***PROGRAMME***

### **Introduction (15 minutes)**

**Dominique Grass**

Chef du Département Nations unies et Affaires transverses de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS)

**Isis Jaraud-Darnault**

Coordinatrice politique au sein de la Représentation permanente de la France auprès des Nations unies

### **Modération**

**Clémence Buchet-Couzy**

Chargée de recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) et à l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix

### **Présentation (30 minutes)**

**Solène JOMIER**

Chargée de recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) et à l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix et auteure de « Renforcer la contribution francophone aux opérations de paix - Pistes de réflexion pour une approche coopérative et mutualisée »

### **Discussion (30 minutes)**

**Amb. Michel Xavier Biang**

Représentant Permanent de l'OIF auprès des Nations Unies

**Herbert Loret**

Chef d'équipe au sein du Mécanisme de coordination souple du Département des opérations de paix de l'ONU

### **Session de Questions/réponses (15 minutes)**

**Avec le public**

Les participant·e·s sont encouragé·e·s à poser leurs questions aux intervenants via le système de chat « Questions/réponses » de Zoom.

L'équipe de modération sélectionnera les questions les plus pertinentes pour les transmettre à nos intervenants.

## **En savoir plus sur les intervenants**

**Solène Jomier** est chargée de recherche au sein du Groupe de Recherche et d'Information sur la paix et la sécurité (GRIP). Depuis 2022, elle assure la coordination du projet « Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix » piloté par le GRIP. Ses travaux de recherche se focalisent sur les politiques de paix et de sécurité sur le continent africain, la gouvernance globale et régionale du maintien de la paix, et la performance des opérations de paix des Nations unies. Elle est titulaire d'un Master of Arts en Relations internationales de l'Université de Warwick et est diplômée de l'Institut d'Études politiques de Rennes.



**S.E.M Michel Xavier Biang** est Représentant de l'OIF auprès des Nations Unies à New York. De nationalité gabonaise, ce diplomate de carrière s'est distingué à travers une solide expertise juridique et une longue expérience au service de la diplomatie multilatérale et bilatérale. Son parcours comprend également des fonctions de premier plan, notamment celles de Conseiller juridique du Président de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République gabonaise en République démocratique du Congo, ainsi que de Directeur des affaires juridiques de l'Autorité de l'aviation civile du Gabon. De 2017 à 2024, il a exercé les fonctions d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la République gabonaise auprès des Nations Unies. À ce titre, il a contribué activement aux travaux du Conseil de sécurité de l'ONU durant le mandat du Gabon en qualité de membre non permanent pour la période 2022–2023.

**Herbert Loret** est un fonctionnaire des affaires politiques responsable du Mécanisme de Coordination Légère des Nations Unies (LCM), un service de partenariat et de partage d'informations pour les pays contributeurs de troupes et de police établi en 2019 par le Secrétaire général au sein du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP). Auparavant, M. Loret a travaillé aux Nations Unies en tant qu'officier de désarmement au sein du Département des affaires de désarmement et auprès de la Commission de surveillance, de vérification et d'inspection des Nations Unies (UNMOVIC) pour l'Irak. Il a ensuite rejoint en 2005 le Département des opérations de maintien de la paix en tant qu'assistant spécial du Représentant Spécial des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC/MONUSCO), en Côte d'Ivoire (UNOCI), et auprès de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel (OSES).